

PAUVRETE, VULNERABILITE A L'INSECURITE ALIMENTAIRE ET SALARIAT AGRICOLE AU NIGER

Alassane HASSIMI

Université Abdou Moumouni de Niamey

alas_hass@yahoo.fr

Résumé

Nos réflexions portent sur une pratique à laquelle les populations ont recours depuis des siècles pour faire à des difficultés auxquelles elles sont confrontées. Il s'agit de ce qu'on peut appeler à partir du début du XXe siècle le salariat agricole. Sur cette pratique qui permettait aux personnes en périodes de mauvaise production agricole d'avoir des céréales, d'autres biens ou du numéraire est quelque peu oublié par les études historiques. Ce travail tente de combler le vide et vise à reconstituer les origines, les formes et l'évolution du farafara ou ga noma. Il est élaboré dans une perspective historique et interroge principalement les sources documentaires disponibles sur la question et les sources orales. L'étude révèle que le salariat agricole constitue une des stratégies adoptées par les sociétés paysannes pour faire face aux pénuries en produits alimentaires.

Mots-clés : *insécurité alimentaire, pauvreté, salariat agricole, vulnérabilité, Niger*
Poverty, Vulnerability to Food Insecurity and Agricultural Wages in Niger

Abstract

Our reflections concern a practice to which populations have had recourse for centuries to deal with the difficulties they face. It is about what we can call from the beginning of the XXth century the agricultural wage-earning. This practice, which allowed people in periods of poor agricultural production to have grain, other goods or cash, is somewhat forgotten by historical studies. This work attempts to fill the gap and aims to reconstruct the origins, forms and evolution of farafara or ga noma. It is elaborated from a historical perspective and interrogates mainly the available documentary sources on the issue and oral sources. The study reveals that agricultural wage labor is one of the strategies adopted by peasant societies to cope with food shortages.

Keywords : *food insecurity, poverty, agricultural wage labor, vulnerability, Niger*

Introduction

Ce texte traite des conditions de vulnérabilité et d'un type de stratégie adopté par les ménages vulnérables au Niger pour faire face à l'insécurité alimentaire : le salariat agricole. Il peut être défini comme une

relation sociale et économique entre un travailleur qui vend sa force de travail et un employeur qui, en échange du service rendu, lui octroie des biens ou un traitement en numéraire. Appelé *farafara* dans le pays zarma-songhay, *ga noma* dans l'Arawa et *barema* dans la région de Maradi, le salariat agricole est une pratique ancienne. Il qui a connu des mutations dans sa forme et sa place parmi les sources de revenus des ménages.

L'objectif de ce travail est double :

- contribuer à une définition des concepts de pauvreté et de vulnérabilité à partir de la perception que les populations ont de ces deux notions ;

- contribuer à comprendre l'évolution de la pratique du salariat agricole et la place qu'elle occupe comme solution alternative de survie pour les ménages les plus démunis.

La présente étude se base sur des données documentaires, des enquêtes réalisées en 1997 dans des villages du département (aujourd'hui région) de Maradi en pays hausa et récemment dans plusieurs villages dans l'ouest du pays notamment dans les régions de Tillabéri, Dosso et Niamey. Les enquêtes ont montré que pendant les périodes des mauvaises récoltes, des ménages ne disposaient pas de réserves alimentaires. La vente de main d'œuvre agricole est citée parmi les stratégies mise en oeuvre depuis de longues décennies pour y faire face. S'il est vrai comme le signalent J. Curry (1986) et A. Fleuret (1986) que de plus en plus, c'est à travers les activités génératrices de revenus monétaires que les ménages vulnérables arrivent à survivre en période de crise, nos enquêtes ne permettent pas de dire que le salariat agricole renforce leur capacité à résister aux insuffisances de nourriture pendant les périodes de crise (J. Curry, 1986).

L'étude explique dans un premier temps la perception des populations de la pauvreté et de la vulnérabilité. Elle traite dans une deuxième partie de l'évolution de la pratique du salariat agricole. L'analyse porte dans un troisième temps sur la place du salariat agricole dans les stratégies de survie des populations à faibles revenus.

1. Pauvreté et conditions de vulnérabilité : perception et concepts locaux

Il est question dans cette partie d'expliquer la perception qu'ont les populations de la notion de pauvreté et de vulnérabilité. Les structures paysannes et les pratiques foncières traditionnelles y sont également traitées.

1.1. Pauvreté et conditions de vulnérabilité

Dans les rapports officiels, la vulnérabilité est définie « comme une situation de précarité tendant à rendre un individu, un ménage ou une région particulièrement fragile. L'état de vulnérabilité pourrait inhiber l'effort d'un groupe ou d'une communauté et être la cause de l'inefficacité de certaines interventions de développement » (PNUD /Niger 1998). « L'analyse des données de l'ECVMA 2011 fait ressortir que 45% des ménages agricoles sont pauvres » (INS, 2019). En milieu rural nigérien, la notion de vulnérabilité est très souvent définie par rapport à la sécurité alimentaire des ménages. Les enquêtes menées en pays hausa montrent qu'il existe trois principales causes de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire : l'insuffisance de la production agricole, les fluctuations de la production d'une année à une autre et le caractère saisonnier de la production qui ne couvre pas toute l'année.

A partir d'outils et méthodes statistiques de collectes de données fournissant des indicateurs à l'échelle nationale, régionale et locale (macro et micro), il est possible d'établir des échelles de vulnérabilité (niveau village, niveau sous régional et niveau régional et national). Ce genre d'enquête permet de faire apparaître des disparités au niveau de l'indice de vulnérabilité entre zone agro-écologique, mais aussi des disparités à l'échelle locale, régionale ou nationale (Care, 1997). Ces études, en dépit de leur complexité et du caractère souvent aléatoire des résultats auxquels elles aboutissent, visent à identifier les causes de la vulnérabilité à plusieurs niveaux : les facteurs opérant à l'échelle nationale, les facteurs opérant à l'échelle régionale ou sous régionale et les facteurs opérant à l'échelle de la communauté (M. Tovo 1995).

Dans le cadre de cette étude, nous nous intéressons davantage à des critères de vulnérabilité du point de vue des populations locales. Dans chaque village enquêté, tous les ménages ont été recensés et

classifiés en niveaux de vulnérabilité défini par les populations elles-mêmes. Le tableau qui suit est une synthèse des critères choisis dans 18 villages de la région de Maradi pour classer les ménages en trois niveaux de vulnérabilité.

Tableau 1 Niveaux et critères de vulnérabilité

Niveaux	Critères de vulnérabilité
Niveau 1	Vente de la main d'œuvre de travail
Niveau 2	Avoir recours au prêt usurier
Niveau 3	Non accès à la terre

Sources : nos enquêtes

Les critères de vulnérabilité tels que définis par les populations mettent en rapport la notion de vulnérabilité avec des conséquences d'un certain nombre de situations ou des facteurs qui peuvent être à leurs tour à l'origine des conditions de vulnérabilité (G. Azoulay G et J.C Dillon, 1993): vente de la force de travail, avoir recours au prêt usurier, non accès à la terre etc. La perception locale de la vulnérabilité met beaucoup l'accent sur l'incapacité des groupes vulnérables à faire face à la situation, en raison de leur exposition à des facteurs à risque (R. Chambers, 1989).

1.2. Structure paysannes, pratiques foncières et productions agricoles

Dans les villages hausa et zarma, l'agriculture est de loin la principale activité. Les travaux agricoles nécessitent une main d'œuvre importante (défrichage, semis, sarclage, récolte, transport, stockage.) La main d'œuvre familiale est prioritairement destinée au champ collectif (*Gandu*). Mais les femmes et les jeunes disposent généralement de leur propre lopin de terre cédé par le père ou le mari (*Gamana*).

Les jeunes gens consacrent 2 à 3 jours de travail hebdomadaire dans leur camp individuel. Dans le Boboy, c'était le jeudi que les paysans ne travaillaient. Cette journée leur était accordée pour qu'ils mettent en valeur leurs lopins de terre personnels. Ils profitaient également pour effectuer des journées de travail chez des paysans pour se procurer

quelques sous. Avec l'avènement du centre islamique de Kiota et son développement, la journée du vendredi a remplacé celle du jeudi.

Dans certaines régions, le vendredi est consacré journée de repos. Il s'agit en fait d'une journée laissée aux cadets pour qu'ils puissent se consacrer à la culture de leurs lopins de terre. Les jeunes profitent pour exploiter des lopins de terre dont la récolte leur est laissée comme biens personnels. Les autres jours sont consacrés à la culture des champs familiaux sous l'encadrement des anciens. Par la suite, la journée du vendredi a remplacé celle du jeudi. Ce repos le vendredi est lié au progrès de l'islam. Il a pris de l'importance dans le Boboy et le Zigui avec les progrès de la Tidjania à Kiota.

Plusieurs témoignages concordent pour considérer que le salariat agricole sous sa forme actuelle est un phénomène relativement récent. En effet, La solidarité familiale limitait le développement de la pratique. Selon Hamadou Banafé de Niamey :

Les terres étaient riches et disponibles. La pluviométrie était plus régulière et plus abondante. Les familles arrivaient sans difficultés à avoir des récoltes suffisantes. C'est pendant les périodes des mauvaises campagnes agricoles consécutivement à une sécheresse ou une invasion acridienne que le *farfara* était pratiqué.

Les liens familiaux jouaient un rôle important dans le maintien de l'équilibre production-besoin. La solidarité intrafamiliale était forte. Les employeurs favorisaient les personnes avec qui ils avaient des liens de famille ou alliées. Il s'agissait d'une sorte de faveur qu'on accordait à des personnes proches. Devant l'effritement des liens de solidarité et la vulnérabilité qui touche le monde rural avec l'insuffisance de la production agricole, les populations ont recours à une stratégie de subsistance, le salariat agricole.

2. Le salariat agricole : institution, évolution et place dans les stratégies de survie des populations

Cette partie traite de la disparition progressive des formes de solidarité traditionnelle qui ont longtemps permis aux populations d'assurer en partie leur équilibre alimentaire. L'institution du salariat

agricole constitue l'une des stratégies adoptées pour faire face aux situations difficiles pendant les périodes de culture.

2.1. La disparition progressive des formes d'entraide et de protection sociale

Il existait dans la société traditionnelle, des formes d'entraide et de solidarité. Au cours de l'enquête, il a été recensé plusieurs formes d'entraide dans le cadre du travail agricole. La forme la plus courante et la plus populaire était le *Gaya en hausa et bogou en zarma* : tout le monde pouvait solliciter la main d'œuvre collective du village pour une journée à condition de prendre en charge les repas des travailleurs. *Tagno* est une prestation apportée à un chef de ménage par ses amis et proches parents. *Tagode (anzouray bogou en zarma)* est une forme de prestation du beau-fils accompagné de ses amis dans le champ de son beau-père. *Gamin hannu* est une forme d'entraide entre deux villages, pour travailler un champ. *Tayko* concerne l'entraide au sein d'une même famille. On note également la forme par laquelle les habitants d'un village qui viennent en aide à un membre qui éprouve des difficultés à cultiver son champ pour maladie, vieillesse, absence de progéniture.... Les gens s'adonnaient au travail avec sérieux comme s'ils mettent en valeur leur propre champ. Ces pratiques peuvent concerner plusieurs stades du travail agricole : sarclage, récoltes... Elles constituent des marques de solidarité et de protection sociale. Il faut souligner également que les familles étaient très solidaires. Quand un membre de la famille a un grenier plein, il le partage avec les autres.

Depuis quelques décennies, avec les agressions du modernisme, on assiste à la disparition progressive de ces formes d'entraide. Les plus faibles vulnérables sont obligés d'avoir recours à des stratégies leur permettant de faire face aux pénuries des produits alimentaires. Parmi elles, figure en bonne place le salariat agricole.

2.2. Institution du salariat agricole

L'ancienneté de la pratique non monétarisée est reconnue dans les villages et villes couverts par les enquêtes. Selon Adamou Talba, le *farfara* est une pratique ancienne. Les paysans ont recours à cette pratique quand les récoltes sont insuffisantes pour assurer l'alimentation de la famille pendant l'année.

Jusqu'à la fin du XIXe siècle, les paysans avaient recours à une forme qui s'appuyait sur une récompense du travail fourni par des biens. Ainsi, selon Hassane Mossi, une journée de travail valait une botte de mil. A l'époque la botte de mil était grande. Les périodes de famine sont marquées par un recours important à la pratique. Les paysans fortunés pouvaient avoir des greniers qui leur permettaient de prévenir les mauvaises années pendant plusieurs années.

De tout temps les groupes vulnérables ont échangé dans les moments difficiles leur force de travail pour avoir de quoi subsister. A la fin de la journée, on entrait dans le grenier pour sortir une gerbe de mil (8 à 12 kg de grains selon les régions) pour désintéresser l'ouvrier agricole. Cela correspondait à 5 jours voire une semaine de repas pour un jeune couple. On avait ainsi, *Hagney hagney* (région de Dosso) ou *Faka faka* (chez les Songhay) qui est une forme qui consiste à emprunter des biens (notamment des céréales) pendant la période de soudure et les rendre par un équivalent en journées de travail à la prochaine saison de pluies.

A partir de quand cette prestation s'est-elle monétarisée ?

De l'avis de R. Faulkingham (1976), cette monétarisation est à mettre en relation avec le système colonial. A partir d'un village hausa du Niger (Tudu) qu'il a étudié. Il situe le phénomène vers les années 1920 lorsque l'administration française exigea que la capitation soit payée en espèce au lieu d'une prestation en nature. C'est cette exigence administrative qui obligea les paysans de ce village à vendre leur force de travail sur les marchés. Le phénomène a ensuite été amplifié par l'augmentation régulière de l'impôt de capitation d'une part et d'autre part par l'arrivée sur les marchés ruraux des biens de consommations et des produits manufacturés dont l'acquisition nécessite de plus en plus de journées de travail. Toujours selon R. Faulkingham (1976) à partir des années 1966, la main d'œuvre agricole connut un développement important. L'afflux des actifs ruraux sur les marchés pour vendre leur force de travail a été encouragé par une politique gouvernementale intervenue en 1966. Auparavant la stratégie utilisée par les populations consistait à créer des hameaux de cultures une fois que les terres du village commençaient à être saturées (R. Faulkingham 1976 : 36).

A partir de 1966, la décision politique du nom de Tachi (quitter les lieux) obligeait tous les hameaux de culture à rejoindre le village mère pour constituer un gros village administratif. Cette décision a du coup éloigné beaucoup de paysans de leur champ de culture. Les nouveaux venus se retrouvent à une distance très éloignée de leurs champs et au fur et à mesure que le temps passe, les terres s'appauvrissaient et ne permettaient plus de nourrir une famille.

Face à une production de récolte désespérément insuffisante pour les besoins de subsistance, devant une population qui se développe rapidement, avec les consommateurs qui augmentèrent régulièrement les producteurs, et enfin avec une distance toujours plus longue entre le foyer et les champs, comment les gens de Tudu ont-ils réussi à écarter le spectre de la famine pendant la période de sécheresse ? La réponse est simple, mais ces implications sont à la fois profondes et complexes : ils se font payer leur travail pour acheter des vivres (R. Faulkingham, 1976 : 38).

Une autre interprétation du phénomène est celle fournie par C. Raynaut (1976) qui a étudié le salariat agricole dans un village hausa près de Maradi. Selon lui le facteur est lié à la marchandisation de la terre en milieu hausa.

La proximité de la ville fait qu'un certain nombre de commerçants et fonctionnaires se sont constitué de domaines fonciers et font appel pour les exploiter à une main d'œuvre nombreuse. Cela a permis aux jeunes de réaliser que leur force de travail était un bien monnayable important.....Beaucoup de petits exploitants en subissent le contrecoup car les jeunes gens attirés par ce moyen de se procurer rapidement de l'argent liquide non seulement s'engagent pendant les trois derniers jours de la semaine au lieu de cultiver leur petit lopin de terre (*gamana*), mais consentent avec de plus en plus de réticence à travailler dans le champ grand familial (*gandu*) de ce fait par un effet de causalité circulaire, celui-ci est à son tour obligé de faire appel à des salariés pour les

remplacer à mois que comme cela se voit parfois , il accepte de payer ses propres fils » (C Raynaut 1976 : 290).

Comment ont évolué les salaires journaliers des ouvriers agricoles ? Il est très difficile d’avoir des séries continues en raison des fluctuations selon les marchés, selon les périodes au sein d’une même saison agricole. Quelques données recueillies permettent de se faire une idée sur le coût de la prestation à différentes époques.

Tableau 2 *L’évolution de la valeur du salariat agricole*

Salaire journalier	Quelques repères
Au début du siècle, avant la monétarisation	Une gerbe de mil (10 kg environ)
1970	125 f CFA
1971	200f
1973	75 f CFA
1978 (Liboré et Ndounga)	750 à 1000f
1997	1000 F à 1250f ou 1à 2 <i>tia</i> la journée soit 2 à 5 kg de mil
2020	2000 à 2500f

Sources : nos enquêtes

Dans l’ouest le Boboie, le développement du salariat agricole est mis en relation avec les exodes massifs vers les pays côtiers. Nos enquêtes ont permis de savoir que :

La terre étant de plus en plus improductive les jeunes préfèrent partir à la côte et envoyer ou revenir avec de l’argent destiné payer les l’embauche de salariat pour le champ familial (*Fari-beeri*) et pour leur propre champ individuel (*keurba*). Avec un mois de travail à Abidjan ou Acra un jeune peut envoyer le salaire de 3 à 4 ouvriers agricoles pendant un mois. Cela dépend du type d’occupation. Si le jeune homme ne rentre pas au pays pour les

cultures, montant du premier mandat reçu par la famille en juillet est généralement destiné au premier sarclage, puis u un ou deux autres mandats suivront selon ses moyens. L'un pour le 2è sarclage l'autre pour la récolte.

Dans l'ouest du Niger comme en pays hausa, un des éléments catalyseur de ce phénomène est l'accélération de la marchandisation de la terre. Ainsi,

La conséquence la plus immédiate de cet état de fait est la mise en terrain d'un processus cumulatif d'appauvrissement qui de la vente de mil conduit au salariat agricole puis à la vente de terre (C. Raynaut 1976 : 260).

De nos jours, c'est par centaine que les commerçants recrutent cette main d'œuvre dans les marchés ruraux et les acheminent dans des gros camions dans des terres achetées à des chefs de ménages qui, ayant bradé la dernière ressource du ménage, ne vivent que du salariat agricole.

Qui vend sa main d'œuvre agricole et quelle est son importance aujourd'hui par rapport aux autres stratégies de survie ? S'agit-il d'une stratégie de survie ou une stratégie d'adaptation ?

Dans les années 1970, une autre forme de salariat apparaît en lien avec le développement des activités commerciales. L'agriculture devenant de plus en plus aléatoire, beaucoup de jeunes tentent de se reconvertir en revendeur ou petits commerçants. Les villages situés non loin de Niamey et d'autres grands centres urbains étaient le cadre où des jeunes ruraux monnayaient leurs services. En 1977-1978, la journée de travail (8h à 15 heures) valait à Liboré 750 à 1000 f. Certains passaient 10 à 15 jours. Cela leur permettait d'avoir des fonds pour se lancer dans le petit commerce. Par la suite, la forme a évolué et le contrat peut ne pas porter sur la journée mais sur le champ. Le propriétaire et les travailleurs s'accordent sur un montant pour le labour de l'ensemble du champ. Ce montant dépend généralement de la superficie. Cette pratique est généralement le fait de paysans aisés ou de propriétaires terriens résidant dans les villes.

En 1977, la journée de travail est payée à 200 f sur le plateau septentrional du Zigui, dans la région de Dosso. En 1983, elle valait 300 f. Depuis lors, la valeur a varié en fonction de la demande. Les années

où toute la région sème en même temps, tous les paysans sont consacrés à la culture de leurs champs. La main d'œuvre devient rare et les prix deviennent élevés.

Depuis quelques années, les femmes sont plus employées que les hommes car elles sont moins exigeantes et font le travail correctement. Dans l'Arewa, les femmes interviennent depuis le labour, le sarclage et jusqu'à la récolte.

Le salariat agricole occupe encore une place importante parmi les stratégies des populations pour faire face aux pénuries de produits agricoles.

2.3. Place du salariat agricole dans les stratégies de survie des populations

A partir d'un questionnaire destiné aux ménages et des guides d'entretien, l'étude a essayé de recueillir les données suivantes ;

- les ménages les plus vulnérables
- les types d'activités face à l'insécurité alimentaire (par ordre de priorité)
- l'importance du salariat agricole par rapport aux autres stratégies de survie
- la pratique du salariat agricole selon le niveau de vie, la situation matrimoniale (il s'agit du taux de fréquence de cette activité par rapport aux autres dans l'ordre de priorité cités par les des ménages au cours de l'enquête).

Tous les ménages (466) ont été classés en trois grandes catégories

- les ménages moins vulnérables (56,2% des ménages
- les ménages vulnérables 26,8% des ménages
- les ménages très vulnérables 17% des ménages

On y distingue 4 grandes catégories d'activités ou de comportements face à l'insécurité alimentaire qui peuvent être considérées comme stratégies de survie des populations

- a. des activités liées au commerce à la vente de divers biens du ménage ;
- b. du recours à l'entraide et à la solidarité villageoise comme stratégie de survie

c. changement des habitudes alimentaires et comportement inhabituels sous l'effet de l'insécurité alimentaire

d. reconversion dans une activité sous l'effet de la crise

A partir de l'exploitation des focus groupes (tableau de fréquence 9.8 par village et par zone agro-écologique), il a été possible d'identifier l'ordre des priorités ci-après :

Tableau 3 : *taux de Fréquence des stratégies (ordre de priorité des ménages)*

Stratégie n°1	salariat agricole
Stratégie n°2	Vente d'animaux
Stratégie n°3	Petit commerce
Stratégie n°4	solidarités
Stratégie n°5	Crédits ou prêts
Stratégie n°6	Plantes sauvages
Stratégie n°7	Exode

Source : nos enquêtes

La distribution montre que le salariat agricole est cité en priorité par les ménages du département de Maradi en première position pour les stratégies.

Pour l'essentiel il s'agit d'une activité pratiquée par les catégories sociales les plus vulnérables (23,3% chez les catégories sociales de niveau C contre 6,3% chez les catégories sociales de niveau A)

Dans la première phase de la crise, les chefs déménagent les plus vulnérables consacrent deux à trois jours de la semaine au salariat agricole et trois à quatre jours de travail dans leur champ. En période de crise intense, la durée de la main d'œuvre salariale peut atteindre quatre à cinq jours. Ceci explique le fait que les ménages les plus vulnérables vivent quasi-exclusivement de cette activité : soit parce que le ménage ne dispose pas de champ soit parce que cette activité lui fournit la presque

totalité des revenus du ménage. Le taux de fréquence de cette activité est de 50% chez les célibataires, 11% chez les couples monogames en ce qui concerne les ménages dirigés par les hommes. Au niveau des ménages dirigés par les femmes le taux le plus élevé est observé chez les femmes divorcées (11,1%).

Conclusion

Il ressort de cette étude que la vente de la force de travail par des actifs ruraux à des paysans fortunés pour acquérir des biens leur permettant de traverser les périodes de soudure. C'est ainsi une pratique des ménages en difficultés. Elle remonte à la période précoloniale. Pendant la colonisation, une autre forme apparaît, celle monétaire. Depuis, la valeur de la journée du travail dépend selon les régions en fonction de la campagne agricole. Le développement du salariat agricole est en lien avec la disparition progressive des formes de solidarité et de protection sociale qui ont assuré la cohésion de la société traditionnelle et qui permettaient de venir en aide aux plus vulnérables.

Le salariat agricole est devenu dans les sociétés rurales du Niger colonial et indépendant une des stratégies adoptées pour faire face aux pénuries alimentaires après une mauvaise campagne agricole. Les hommes et les femmes vendent leur force de travail pour acquérir des biens notamment du mil ou du numéraire.

Références Bibliographiques

Nom prénom	Fonction	Age	Date et lieu d'entretien
Adamou Talba	Cultivateur	72 ans	Février 2021 à Niamey
Hama Garba	Cultivateur	69 ans	Mars 2021 à Niamey
Hamadou Banafé	Marabout	80 ans	Avril 2021 Kania
Alassane Adamou	Cultivateur	74 ans	Avril 2021 à Kania
Moumouni Arzika	Cultivateur	66	Novembre 2021 à Toudou

Salifou Abdourhamane	Cultivateur	52 ans	Birni NGAouré
Hamadou Garba	Chef de village	62 ans	Mars 1997 à Kobéri.
Hassane Mossi	Cultivateur	56 ans	Mars 2020 à Sansane Haoussa

Azoulay Gérard et Dillon Jean-Claude, *La sécurité alimentaire en Afrique*, Paris Karthala, 1993.

Alayne M Adams et al, (1998) “towards a conceptual framework of household coping: reflections from rural West Africa” *Africa* 68 (2) pp.263-281

Alpha Gado Boureima, 1997, *Sociétés Paysannes et insécurité alimentaire in " A.O.F: réalité et héritages*, Direction des archives du Sénégal, 1997, pp1273

Care Internationale Niger, Université d'Arizona (1997) *Condition de vulnérabilité et stratégie de survie des ménages dans le département de Maradi* (Niger).

Cekan Jindra (1992) “Seasonal Coping Strategies in Central Mali: Five village during soudure” *Disasters* vol.16 (10) pp.66-73

Chambers Robert (1989) “Vulnerability, coping, and policy”, *IDS Bulletin*, 20 (2)

Corbett Jane (1988) “Famine and household strategies” *World Development*, vol 16 (9), pp.1099-1112

Curry John. (1986) “Occupation and drought vulnerability: Case studies from a village in Niger” in Donald A. et al ed. *Drought and economic development in sub saharian* pp.241-259

Davies Susanna (1993) “Are coping strategies a cop out” *I.D.S Bulletin*, vol. 24 (4) pp 60-72

De Waal Alex (1988) “Famine Early Warning systeme and the use of socio-economic data” *Disaster*, Vol. 12(1) pp.81-91

Faulkingham Ralph. (1976) “Stratégies de subsistance des fermiers hausa dans les conditions de la sécheresse” in M. Horowitz ed *Conséquence de la sécheresse sur les stratégies productives des éleveurs et fermiers soudano sabéliens*, Niamey, IRSH / USAID p.32-36

Frenkenberger T (1992) *Evaluation de la sécurité alimentaire*, B.E.T.A, Université Arizona, 1.

Fleuret Anne (1986) "Indigenous responses to drought in sub-saharian Africa"

Disaster 10 (3): 224-229

INS (2019) *Agriculture et conditions de vie des ménages au Niger*, Niamey.

Longhurst Robert. (1986) "Household food strategies in response to seasonality and famine" *I.D.S Bulletin*, n°17(4) pp.27-36

Longhurst Richard, CHAMBERS Robert et SWIFT Jeremy. (1986) "Seasonality and poverty: implication for policy and research" *IDS bulletin*, 17(4) pp.67-83

PNUD/Niger (1999), *Rapport National sur le Développement Humain, Niger*, 1998, N.I.N.

Raynaud Claude, (1979) « Circulation monétaire et évolution des structures socio-économiques chez les haoussas (Niger) » *Africa* n°47(2) ; 166-171

Raynaud Claude, (1976) « Transformation du système de production et inégalités socio-économiques : le cas d'un village haoussa du Niger » *C.J.A.S* 10 (2): 279-306

Spittler Gerd. (1993) *les Touareg face aux sécheresses et aux famines*, Paris, Karthala, 1993.

Tavo Maurizia (1995) *Réduire, la pauvreté au Bénin, Cotonou*, Ceda3.

Starr Martha. (1987) "Risk, environmental variability and drought-induced impoverishment: the pastoral economy of central Niger" *Africa* (57(1)) pp.35- 47

Watts Michael John (1983) "The political Economy of Climatic Hazards: a village perspective on drought and peasant economy in semi-arid region of West Africa"

Cahiers d'Etudes Africaines, n°89-90, vol.XXIII, n°1-2 pp.37-72

White Cynthia (1986) "Food shortage and seasonality in Wodaabe Communities in Niger" *IDS bulletin* vol.17 (4) pp.19-26